

Ewa Bogalska-Martin¹

LA RHÉTORIQUE DE LA CRISE ET LE GRAND DÉVOILEMENT. QUELQUES REMARQUES SOCIOLOGIQUES

***Abstract:** Crisis is bound to be both social and political: it concerns in the first place individuals; it highlights the issue of decision making and decision taking. We cannot leave this topic only to economists – specialists in statistical balance and to financiers. In the present paper authors are trying to find some elements of the answer to the following question: In whose services is the rhetoric crisis being mobilised? Who needs this kind of rhetoric to re-group social and economic structures and enforce new forms of global, European and national dominance? Can also citizens have a say here? From a purely economic aspect, this crisis shows how new information and communication technologies get out of control of entities, but also how the entities that utilise them, get out of control of political and legal institutions. We can speak about the crisis that results from the failure of regulation mechanisms.*

At the same time, by pulling down its veil, the “crisis” reveals its permanent, structural, deep and hidden nature. In harmony with this interpretation, the present-day crisis is nothing but a revealing a conflict of reality interpretations.

***Keywords:** domino effect, failure of regulating mechanisms, real-life economy, Greece, civil society*

JEL: A 14, E 32, E 42, E 52, B 41, B 52

L'introduction

La crise, on entend partout ce mot! Utilisé tantôt pour décrire un état de choses (baisse de croissance, taux d'endettement des États, taux de chômage, désordres sur le marché financier, secousses dans les cotations des sociétés en bourse...), tantôt pour révéler son capital d'incompréhension des réalités vécues. Le mot crise est devenu un mot clef qui doit nous faire accepter les nouvelles décisions politiques qui heurtent nos sensibilités et mettent à mal les projets politiques pour lesquels se sont battues des générations d'européens. Désarmés, nous assistons à la défaite des idéologies de solidarité nationale et, encore plus fortement, de celles, européennes, inscrites dans tous les grands traités fondateurs de l'Union européenne. Le **bruit assourdissant de la rhétorique de la crise** s'empare des médias, se loge dans nos têtes

¹Sociologue, professeur à l'Université de Grenoble et à l'École Polytechnique de Lodz.

et fait semblant de nous expliquer le monde dans lequel nous vivons. La rhétorique qui se déploie mobilise un univers sémantique composé de mots concepts venant d'abord des sciences économiques. Les faits de la crise sont décrits avec le vocabulaire économique et gestionnaire, on parle d'équilibres budgétaires, de déficits, de stagnation, d'inflation, de taux de crédits, de bilans comptables, de compétitivité mise à mal. Et pourtant, naïfs et non avertis, nous ne comprenons pas grande chose à ces explications, nous ne savons pas apprécier le bien fondé des politiques d'austérité et de rigueur qui doivent toucher les populations qui n'arrivaient déjà plus (bien avant « la crise ») à boucler les fins de mois, se loger, trouver du travail. Les questions nous saisissent quant au sens des mesures qui épargnent toujours les élus (au sens propre et figuré) de nos sociétés démocratiques, qui compromettent déjà l'avenir des générations futures et trouvent leur appui dans les idéologies d'un **nationalisme « gestionnaire de comptes »** le plus étroit. Austérité, rigueur, méthodes anticrise, vantées de Londres à Rome et Bucarest, semblent ne pas concerner ceux qui, après avoir mis en faillite une entreprise industrielle appartenant à la nation, partent avec une retraite qui correspond à 100 ans de salaire d'un ouvrier qui vient perdre son emploi.

Austérité, rigueur, compression budgétaires, baisse de salaires, augmentation des taxes les plus injustes comme la TVA, réformes douloureuses... la facture à payer pour les années **d'une gouvernance arrogante** qui a progressivement introduit un grand déséquilibre dans le partage de richesses, qui ont fait fi des besoins des plus modestes de nos sociétés, doit être payée par ces derniers. Nous voilà, bien installés dans la crise et contraints d'attendre que nos élites, les gouvernants, prennent les décisions et nous sortent de la situation. Pouvons-nous nous permettre **d'analyser à froid et sans concession les stratégies « de sortie du crise » proposées par les gouvernements européens?** Oui! Soyons audacieux à notre tour. Nous ferons une tentative, nécessairement incomplète et fragmentée, avec comme point de mire, la question du sens caché de la crise et son rapport aux « solutions » envisagées aujourd'hui. Comme le souligne Michel Wieviorka (Wieviorka, 2009, p.181), lorsque le sociologue tente d'investir ce sujet, il est confronté aux limites des méthodes qui nécessitent un investissement dans le temps et une distanciation pour comprendre la réalité. Ce temps d'objectivation nous manque, bien que les observations s'accumulent et nous permettent déjà de dresser une première image de la situation. **La crise est nécessairement sociale et politique, elle touche en premier lieu les individus, elle accentue le problème de gouvernance et de la prise de décision.** Nous ne pouvons pas laisser ce sujet aux seuls économistes spécialistes des bilans statistiques et financiers. Dans ce texte, nous chercherons à trouver quelques éléments de réponse à des questions suivantes. Au service de qui est mobilisée la rhétorique de crise? Qui a besoin de cette rhétorique pour reconfigurer les structures sociales et économiques et imposer de nouvelles formes de domination, globale, européenne et nationale. Les citoyens ont-ils leur mot à dire?

Comprendre la crise?

La crise actuelle est à la fois singulière et ordinaire! Elle est ordinaire dans la mesure où elle s'inscrit dans la dynamique « classique » de fonctionnement des sociétés capitalistes dont la régulation passe par le marché. Elle peut être appréhendée comme une réalité cyclique, qui revient et qui s'en va, qui met en évidence les points de déséquilibres ressentis par les marchés (production, travail, matières premières, taux d'échanges) corrigés par la suite par les acteurs qui les maîtrisent ou donnent l'apparence de les maîtriser. La singularité de « cette crise » n'est donc pas tellement liée au fait qu'elle soit là, qu'elle soit globale, mais plus au fait qu'elle se propage et s'accélère à une vitesse inégalée, très dépendante de la mobilisation des nouvelles technologies y compris celles qui sont employées par les médiats du monde global. **L'effet de domino observé à de nombreuses reprises laisse croire qu'il s'agit d'une règle et non d'un concours de circonstances exceptionnelles.** Le singulier risque de se décliner au pluriel dans les années à venir.

Du point de vue purement économique cette crise montre, ô combien! que les nouvelles technologies d'information et communication échappent au contrôle des acteurs, mais aussi comment les acteurs qui les utilisent échappent au contrôle des institutions politiques et juridiques². On peut parler de **crise de la défaillance des mécanismes de régulation**. On a l'impression de vivre dans un univers de Frankenstein, dans lequel une machine archi intelligente s'est rendue indépendante et agit pour produire des effets que personne n'imaginait possibles. Le paradoxe de cette situation réside dans le fait que la machine archi intelligente dévoile ce que les acteurs institutionnels cherchaient à cacher, à savoir, le degré de la fiction économique camouflée par les chiffres, statistiques et les données dites « objectives » et quantifiables. Ainsi, l'absence de régulation des marchés qui agissent en fonction des intérêts les plus étroitement financiers, dévoile non seulement un manque de contrôle mais aussi l'existence de régulations politiques et juridiques perverses (le cas grec en est l'exemple le plus parlant) qui devait assujettir ces données aux besoins des élites politiques (nationales et globales) au pouvoir, sans oublier qu'elles devaient et servent encore les stratégies de domination occidentale du monde. **Les stratégies politiques à court terme de type « après nous déluge », conjuguées aux stratégies « de bénéfice à tout prix », mobilisées depuis de nombreuses décennies, montrent désormais ce que nous avons refusé de voir.** Car, par le dévoilement qu'elle nous impose, « la crise » révèle son état permanent, structurel, profond et caché. Jean Lojkin parle d'une nouvelle version du capitalisme, celle qui est en crise, le capitalisme informationnel, qui a succédé au capitalisme de la révolution industrielle (Lojkin, 2002, p. 123). Pour Lojkin, au centre de ce capitalisme se trouve l'agir informationnel (en référence à l'agir communicationnel d'Habermas) dont le sens repose sur la mise en rapport des intentions, des objectifs

²En France, on peut évoquer l'affaire Kerviel, aux USA l'escroquerie de Madoff mais d'autres exemples qui ne sont jamais devenus des « affaires d'état » ne manquent pas.

avec les attentes et les résultats d'actions (Lojkine, p.124). En suivant cette interprétation **la crise actuelle n'est rien d'autre que le dévoilement du conflit des interprétations de la réalité.**

D'abord, les interprétations enfermées dans les données économiques (il a bien des années A. Touraine parlait déjà de pseudo rationalités) manipulées à différentes échelles par les décideurs économiques et politiques, puis celles, qui orientaient les actions des acteurs institutionnels non-décideurs et des individus plus ou moins aptes à développer leurs propres stratégies d'actions. Faut-il penser, qu'il s'agit d'expression de la contradiction liée à la division du travail qui oppose le travail concret (production des biens de production et de consommation) au travail abstrait (production des informations, des projets, des décisions ...), problème que nous avons abordé il y a 24 ans (Bogalska et al. 1986)?

La domination du travail abstrait atteint-elle le point ultime et exprime-t-elle le conflit entre la valeur réelle du travail et de ses effets économiques et celle, fictive comptabilisée sous formes d'informations qui s'expriment en termes de valeurs financières, comme le suggère Lojkine, en mobilisant les propos de Marx dans Gründrisse (p.128) ?

Lorsque l'on parle de perception de la réalité économique, il s'agit de la théorie d'attribution de la valeur, qui repose sur la distinction entre la valeur d'échange³ et la valeur d'usage. Les deux concepts ont été décrits par Adam Smith : *les choses qui ont la plus grande « valeur » en usage n'ont souvent que peu ou point de « valeur » en échange; et, au contraire, celles qui ont la plus grande « valeur » en échange n'ont souvent que peu ou point de « valeur » en usage* (Smith, 1859, p.120). Pour Smith, la particularité de la valeur d'échange réside dans le fait qu'elle définit la position des acteurs sur le marché, pouvoir qui ne fait pas partie de la valeur d'usage.

De son côté, dans le *Capital*, qui retrouve tout à coup toute sa pertinence, Karl Marx avait avancé une démonstration basée sur la centralité des mêmes notions, l'une – « valeur d'usage » relevant du *côté naturel*, l'autre – « valeur d'échange », dotée d'un *caractère social*, pour la description des rapports sociaux typiques des sociétés capitalistes (Roland, 1985 p. 38). Selon Henri Nadel, pour Marx *la forme sociale concrète de la marchandise est la valeur d'usage, son contenu est la Valeur* (Nadel, 1994, p.108). La substance de cette dernière, dans la théorie de Marx, est incarnée par la double valeur du travail, sa valeur d'échange et sa valeur d'usage.

Il est clair que dans les sociétés marchandes, la valeur d'échange prime sur la valeur d'usage. En fonction de cette règle, les banques accordent des crédits à tout venant, pour que les spéculateurs immobiliers puissent vendre des appartements et des maisons neuves pour lesquels eux-mêmes on contracté des crédits, l'ensemble de ces opérations étant facturées comme bénéfiques par les banques construit ainsi leur pou

³La valeur d'échange peut être définie comme valeur de circulation marchande exprimée en argent et reflète de manière abstraite la valeur d'usage des marchandises et des objets dont le sens est négocié socialement, précisément sous la forme de valeur d'échange sur le marché.

voir d'influence. Pourtant, **les écarts qui se creusent entre la valeur d'échange et la valeur d'usage, finissent par produire un gouffre entre l'économie informationnelle (celle des chiffres et des données) et l'économie réelle (pouvoir d'achat, carnet de commandes...)**. Seuls ceux qui gardent la maîtrise du processus d'information et de communication peuvent encore entretenir l'image de leur puissance, les autres, individus coincés dans l'économie réelle, plient bagages pour voir la maison, dans laquelle ils ont placé toutes leurs économies issues d'années de travail, mise en vente, bradée aux enchères.

La crise de surprimes aux Etats-Unis, dont la logique repose sur la surévaluation permanente de la valeur d'échange et la diminution continue de la valeur marchande d'usage des biens immobiliers est seulement exemplaire de la logique du capitalisme contemporain. Son mécanisme essentiel se déploie aujourd'hui sur deux registres: celui des échanges financiers (l'argent abstrait qui circule apporte de l'argent aussi abstrait, mais qui participe à la construction de la notion de puissance) et le registre symbolique et médiatique (la puissance symbolique liée à la capacité de communication et d'information) qui permet de remplir tous les canaux médiatiques de signaux de puissance pour imposer un effet de domination. En gros, comme le montre le cas du banquier newyorkais B. Madoff, tant que personne ne savait qu'il n'avait pas d'argent réel, Madoff arrivait à entretenir l'image de faiseur de richesses et tout allait bien ! Pourquoi alors le juger et le condamner ? Madoff a instruit à ses propres fins le système en utilisant la règle générale. Sans la crise, sa supercherie n'aurait peut-être jamais été mise sur la scène publique.

La particularité de cette « crise » réside aussi dans le fait **qu'elle met en évidence une certaine conception de l'organisation du monde, féconde en situations productrices de déséquilibres** qui peuvent être appréhendés comme phénomènes de crise, soit structurels, soit conjoncturels. Il s'agit du grand projet sociopolitique de « la modernité », qui doit être vu, à la fois, comme capitaliste, libéral et marchand. Il s'agit du modèle d'organisation de la société que nous, les occidentaux, avons imposé au monde entier sous le nom de « modernité », « développement », « efficacité », « rationalité ». Aujourd'hui sans crier gare, la crise dévoile, *l'inefficacité des subtils dispositifs de voilage, d'occultation (...) derrière une nouvelle idéologie techniciste, fataliste, qui habille de couleurs neutres et « naturelles » une « modernité » aussi inéluctable que la pluie ou l'orage, à l'abri des conflits de classe et de pouvoir (Lojkine, p. 131).*

Sortir de la crise?

Même si nous pensons que **la crise actuelle correspond seulement à l'image d'un état permanent des sociétés globalisées qui ont perdu de vue l'enjeu des économies réelles**, les acteurs politiques et économiques continuent à envisager *la sortie pour normaliser la situation*. Penchons nous sur le sens caché des voies qu'ils nous donnent à suivre.

Il suffit de lire les grands programmes de rigueur économique adoptés un peu partout en Europe pour combattre la crise, pour découvrir que **les citoyens sont pensés comme la principale « variable d'ajustement »**. On trouve des moyens pour renflouer les banques, créer des fonds de garantie pour la monnaie européenne, mais pas pour revaloriser la force de travail pourtant pensée comme variable de consommation sur le marché intérieur, national d'abord, puis européen. Pourtant, les concepteurs de ces programmes veulent remédier aux désordres du marché par l'activation du marché. Cette technique n'est autre qu'une fuite en avant qui déplace les problèmes d'aujourd'hui vers le futur.

Il n'échappe à personne, y compris aux analystes économiques, que toutes **les stratégies de sortie de crise ont pour objet la protection des intérêts des acteurs socio-économiques les plus puissants**. La lecture des solutions à apporter est faite en fonction des options politiques adoptées par les groupes au pouvoir. Pierre-Noël Gireau observe que la décision de laisser couler Lehman Brothers témoigne de la volonté des décideurs de *signifier brutalement au système financier et à ses actionnaires (...) qu'il n'y aurait pas de socialisation quasi totale des pertes du système financier* (Gireau, 2009, p. 370). Le réel devait donc l'emporter sur le virtuel, car nous sommes au début de la présidence d'Obama dont un élément de campagne fut l'abandon de l'arrogance du pouvoir, le retour au réel et au respect de gens ordinaires. Tout sans sortir du capitalisme et de la domination américaine dans le monde bien sûr ! Cette décision interprétée par d'autres économistes semble « coûter plus cher » au contribuable américain que le sauvetage de la banque par les fonds publics.

Quelle que soit la lecture de la gravité de situation à laquelle il faut remédier, il n'empêche que de toute façon la décision politique pour trouver une solution à court ou moyen terme correspond au choix *qui doit payer la facture?* Or, **dans les sociétés démocratiques toute prise de décision qui aura des conséquences pour toutes les couches sociales, pose le problème de sa légitimité et de sa légitimation a posteriori**. C'est pourquoi les rapports entre les sphères économique et politique sont toujours revisités par la sphère sociale. Quel est le degré de résistance face aux décisions jugées injustes que la société (c'est-à-dire l'ensemble des citoyens) peut assumer ? Pour certains observateurs, le climat révolutionnaire est à redouter en Europe. Pas sûr ! **La force du processus d'individualisation, la disparition de la société civile incapable d'une mobilisation réflexive nécessaire pour agir collectivement, la force des intérêts corporatistes, ne constituent pas une bonne base pour une réaction de ce type**. Nous observons que, malgré la grande et longue mobilisation des Grecs, les décisions (économiques et politiques, nationales et européennes) pour gérer la crise ont été maintenues. D'ailleurs, il est très rare que la rue obtienne gain de cause. Il n'échappe à personne que l'intérêt des pays membres de la zone euro est de protéger autant que possible la bonne appréciation de la monnaie européenne en perte de vitesse, était au centre du plan européen de

sauvetage de l'économie grecque. Répétons, il s'agit d'un plan de sauvetage de l'économie grecque et non des citoyens grecs. La nuance est fondamentale. La question des mesures anticrise se pose dans le contexte du déséquilibre entre les excédents commerciaux de certains pays (Chine, Allemagne...) et les énormes déficits d'autres pays (Etats Unis, France...). À l'intérieur de l'Union, l'Allemagne est-elle accusée de concurrence excessive face aux autres pays membres jusqu'à être considérée comme « la Chine de l'Europe » (Attali, Le Monde du 22/0/2010). Or l'Allemagne est en crise elle-même.

Tandis que la Roumanie baisse de 25% les salaires de ses fonctionnaires, la Pologne se réjouit pour l'instant d'être restée en dehors de la zone euro. D'où son attitude dans le contexte de la bulle immobilière et de la situation des emprunteurs en difficulté en Pologne. Le gouvernement polonais a choisi, en effet, de verser 1000 zlotys par mois à chaque emprunteur en difficulté pour l'aider à payer ses crédits. Les problèmes soulevés par ses dispositifs s'inscrivent dans la perspective de continuité ou non du maintien de l'Etat-Providence, là où il peut être encore sauvegardé au moins dans sa version « amputée », et l'impossible passage vers la mise en place d'un cadre de l'Union Européenne de Providence. **Au regard des stratégies de sortie de crise, l'adoption du principe d'une Europe des peuples solidaires paraît encore plus compromise que jamais.**

Le cas allemand est intéressant à plus d'un titre. Ce pays où le volet social de la politique gouvernementale est affirmé par le maintien du dialogue avec le monde de travail et le mouvement syndical, sorte de « pacte de solidarité intérieure », tente, malgré les critiques, d'utiliser sa puissance sur l'échiquier européen (plus grand contributeur net des fonds européens) pour se doter d'une plus grande marge de manœuvre sur le plan intérieur. Il est vrai qu'une demande aussi exigeante de solidarité européenne n'est formulée à l'égard d'aucun autre membre que l'Allemagne, avec ses performances et ses excédents commerciaux, c'est la mémoire du passé qui, sans doute, traverse cette exigence. Or, il ne sera pas exagéré de souligner que c'est la même mémoire, composante de la pensée politique allemande depuis 1945, qui pousse le gouvernement allemand à veiller pour que la facture ne soit pas trop lourde à accepter pour des gens ordinaires. **La mémoire de la grande inflation et de la crise de 1929 avec les événements tragiques qui ont suivi a un sens particulier en Allemagne, elle hante toujours les esprits.** René Lasserre considère pourtant que le plus beau cadeau *que les Allemands ont fait à l'Europe, c'est peut-être d'avoir renoncé à être « spécifiquement allemands » et de s'être en quelque sorte normalisés, bref d'être devenus des Européens* (Lasserre, 2009, p.2), y compris par l'expérience de la crise.

Après avoir hésité, l'Allemagne a accepté d'apporter sa contribution au sauvetage de la Grèce, dont la négociation a permis de découvrir des lacunes importantes dans l'architecture juridique et constitutionnelle de l'Union. L'article

122-2 du **Traité de Lisbonne reste insuffisant pour que les pays membres portent secours au pays endetté**. Cette insuffisance « des cadres » montre ô combien que l'actuelle l'Union, malgré les progrès accomplis dans ce sens, reste toujours une simple addition de pays membres. **Comme ceci est apparu lors de la guerre en Yougoslavie, face aux événements majeurs (la guerre, la crise...) l'Union reste désarmée**. Ainsi, lors du Conseil européen extraordinaire du 11 février 2010, c'est au nom de leurs intérêts nationaux (Norris, dans The New York Times du 30/04/2010) et non européens, comme le suggèrent certains éditorialistes (Baverez dans l'éditorial du Point du 15/04/2010), que la France et l'Allemagne, les plus puissants membres de la zone euro s'engagent pour « sauver la Grèce ». Les autres sont invités à suivre. D'ailleurs, les deux pays exercent, depuis, une pression très forte sur le gouvernement grec pour qu'il adopte des mesures draconiennes pour établir un semblant d'équilibre dans ses comptes pour assainir la zone euro, mesures nécessaires pour maintenir leur compétitivité sur le marché international.

Les mesures européennes communes pour affronter la crise, bien qu'il ait fallu du temps pour les formuler, discuter, adopter, témoignent d'une volonté de renforcement des mécanismes de contrôle, mais cette règle doit servir aux états les plus puissants et ne pas souffrir d'exceptions compte tenu de leur situation économique, de leur compétitivité et de leurs exportations (cas allemand). Il s'agit de protéger les économies fortes au détriment des économies faibles. Au niveau européen, il s'agit du même processus de décision que celui qui consistait à laisser tomber Lehman Brothers. **En Europe tout en maniant la rhétorique du sauvetage de la Grèce nous laissons tomber les Grecs**. En d'autres termes, il s'agit de reporter le coût de la solution qui doit protéger ceux qui disposent de la puissance pour l'imposer au maillon faible déjà identifié ou à identifier dans le futur. Quels sont alors les grandes lignes et le sens caché des stratégies européennes pour limiter les effets de la crise ?

Premièrement

Si l'on regarde à la lumière de la perspective tracée plus haut, toutes les solutions adoptées, soit par les pays européens concertés, soit par chaque pays de manière séparée, il s'agit, comme nous pouvons lire dans la presse quotidienne ou spécialisée, *d'envoyer un signal aux marchés!* Envoyer un signal aux marchés? C'est-à-dire continuer à agir à la manière informationnelle et non, communicationnelle, dans le sens du débat social, et encore moins public et citoyen. Ce type de **stratégie n'a pas pour vertu la volonté de transformation des cadres de fonctionnement des économies réelles mais le contrôle des informations qui peuvent influencer les spéculateurs boursiers, les évaluateurs des économies nationales**. L'économiste du Financial Times, George Soros considérait en février 2010, que le sauvetage de la monnaie européenne est voué à l'échec parce que le

fonctionnement des institutions financières européennes n'a pas une assise réelle, notamment parce qu'il n'existe aucune taxe européenne susceptible de collecter l'argent pleinement européen à mobiliser comme fonds d'urgence en cas de crise. Cité par Soros, Otmar Issing, l'un de pères de l'euro, considère que "starting monetary union without having established a political union was putting the cart before the horse". Le problème des stratégies adoptées ou en discussion est donc autant économique que politique. Sans engagement d'un processus de renforcement de l'Union Européenne, en tant que fédération dotée d'une politique économique vraiment commune, avec en point de mire l'économie réelle, la crise ne sera pas maîtrisée et deviendra un état permanent. Au mieux elle sera déplacée dans le temps et reléguée au futur.

Deuxièmement

Si la crise est si grave qu'elle nécessite des sacrifices, il faut que les constats qui statuent sur sa gravité, sur ses causes et ses conséquences soient partagés par les populations concernées. Dans le langage d'Habermas *il faut qu'ils soient objectivisés*. Si l'on met de côté le fait que les conditions sociales pour engager ce type de débat ne sont pas réunies, car la conception même de la citoyenneté européenne, pourtant adoptée dès les années 70, pose problème. Il faut observer qu'il n'y a pas, non plus, de lieu où pouvait s'engager un tel débat. Or, seul le débat pourrait apporter un semblant d'acceptation des décisions politiques et d'adhésion aux mesures de sacrifices réels demandés aux citoyens. D'autre part, **il n'est pas sûr que la société civile éclatée et aliénée soit en mesure de formuler des propos autres qu'une simple indignation face à l'injustice des propositions des gouvernants européens**. Si la crise résulte de l'absence d'instances de contrôle des marchés, le déficit démocratique et l'absence de débat marquent aujourd'hui l'avènement de stratégies anticrises rejetées par les Européens enfermés dans un silence mutique. Il ne sera pas inutile de souligner que cette crise renforce encore plus l'état et le sentiment de rupture entre les citoyens et les institutions européennes, déploré déjà dans les années 80, notamment dans le texte du Livre Blanc de Jacques Delors. Pris en otage par les événements et les mesures adoptées par leurs élites nationales et européennes les citoyens européens affrontent la crise avec fatalité et résignation. Ils s'interrogent même sur la pertinence et le sens de l'existence de l'Union. En effet, le simple citoyen peut légitimement se demander à qui sert la grande batterie des directives européennes si elle ne garantit pas la solidarité entre les peuples et la justice sociale au nom de laquelle les pères fondateurs ont affirmé les idéaux de paix et de prospérité pour les nations européennes dès 1958.

Conclusion

La crise, durable ou événementielle, dévoile une insuffisance de construction européenne pour apporter des solutions aux vrais problèmes que les sociétés

européennes doivent affronter séparément ou ensemble aujourd'hui. Elle montre, on aurait pu s'en douter, que 50 ans de la construction européenne n'ont pas affaiblis la force et l'importance des intérêts nationaux dans la construction des politiques économiques du monde global. Les stratégies anticrise sont une preuve de plus de la vivacité de cette logique. **Elle montre aussi l'incapacité de la société civile européenne (si elle existe toutefois) à penser la crise et de devenir un acteur incontournable pour trouver des solutions responsables et réalistes, autres qu'un simple camouflage proposé par les gouvernants actuels.** En même temps, il est vraisemblable que cette crise, comme d'autres au XIXe siècle et début du XXe, nous confronte à un changement de polarité du monde, au déplacement du centre économique, ce qui ne serait pas étonnant après l'entrée sur la scène internationale de l'Inde, de la Chine et du Brésil, dont les marchés et les monnaies sont fortes (cas de la Chine). Et pourtant, sommes nous vraiment prêts à penser le monde sans que les Etats-Unis soient au centre, modèle et point de référence? Pas sûr!

Bibliographie

- [1] ATTALI Jacques: Il faut réfléchir à la pertinence du bouclier fiscal. In: *Le Monde* 22/03/2010.
- [2] BAVEREZ Nicolas: Sauver la Grèce pour sauver l'Europe. In: *Le Point*, 15/04/2010.
- [3] BOGALSKA Ewa et al: *La division du travail. Structure et genèse*. Edition Presses Universitaires de Katowice 1986 200 p. (en polonais).
- [4] BUCHET DE NEUILLY Yves: La crise? Quelle crise? In: *Crises extrêmes, La Découverte*, 2006, p. 270-286.
- [5] CREEL Jérôme et al: L'Europe en crises. In: *Revue de l'OFCE* 3/2009 (n° 110), p. 445-470.
- [6] DAUVIN Pascal: Le traitement journalistique des crises au regard de la sociologie de la production de l'information. In: *Crises extrêmes, La Découverte*, 2006, p. 57-71.
- [7] GIRAUD Pierre-Noël: 1929-1990-2008 : les leçons des crises passées face à la crise actuelle. In: *Politique étrangère* 2/2009 (Eté), p. 367-376.
- [8] LASSERRE René: Face à la crise, une Allemagne confiante en elle-même. In: *Regards sur l'économie allemande* 2/2009 (n° 91), p. 1-2.
- [9] LASSERRE René: L'Allemagne à la recherche d'une politique de sortie de crise. In: *Regards sur l'économie allemande* 5/2009 (n° 94), p. 5-10.
- [10] MOLENAT Xavier: La crise vue par les socio économistes. In: *Les Grands Dossiers des Sciences Humaines* 9/2009 (N°16), p. 3-3.
- [11] NADEL Henri: *Marx et salariat*. Éd. Harmattan, Paris 1994.
- [12] NORRIS Floyd: Save Greece, Protect Germany. In: *The New York Times*, April 30, 2010.
- [13] ROLAND Gérard: *La valeur d'usage chez Karl Marx*. Ed. de l'Université de Bruxelles, 1985.
- [14] SOROS George: Even if You Save Greece, The Euro is Doomed. In: *Financial Times*, Feb. 22, 2010.
- [15] STARK Hans: La politique étrangère de l'Allemagne. In: *Politique étrangère* 4/2007 (Hiver), p. 789-801.
- [16] SMITH Adam: *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*. L'introduction de A. Blanqui. Paris 1859, t. I.
- [17] WIEVIORKA Michel: La sociologie et la crise. Quelle crise et quelle sociologie ? In: *Cahiers internationaux de sociologie* 2/2009 (n° 127), p. 181-198.